
GASPARD KOENIG

À QUOI CROIENT NOS ÉLITES ?

ARCHÉOLOGIE

DE LA PENSÉE DIRIGEANTE

Pendant deux ans, comme plume au cabinet d'une ministre de l'Économie, j'ai rédigé une cinquantaine de discours de remise de la Légion d'honneur. D'un point de vue stylistique, l'exercice n'est pas déplaisant : il faut savoir varier les tons, jongler avec les parcours, dissimuler la flatterie sous tous les atours de l'insolence. D'un point de vue sociologique, ce fut une plongée sans sas de décompression dans les tréfonds de l'élite française. Il existe aujourd'hui plus de quatre-vingt-dix mille récipiendaires en vie, soit de quoi remplir à ras bord le Stade de France. Porter la rosette exige un alliage particulier de qualités : réussir sans excès, innover sans perturber, socialiser sans effaroucher. La Légion d'honneur ne concerne ni les génies, ni les sauvages, ni les saints. Elle vient, au terme d'une longue et pénible carrière, reconnaître l'entregent de nos ambitieux fonctionnaires, chefs d'entreprise, universitaires, responsables politiques, avocats, médecins ou journalistes. C'est une sorte de club mondain organisé par l'État et régi selon des procédures kabbalistiques – avec grand maître, grand chancelier, conseil de l'ordre, société d'entraide, prérogatives, promotions, et même peines disciplinaires... La France est décidément un pays bien organisé, où l'élite s'est autodésignée, en mesurant avec soin son rôle social, son influence politique et son poids économique. J'attends avec impatience une étude sociologique complète sur les bataillons de la Légion d'honneur depuis un siècle.

De manière purement subjective et, je l'admets, non scientifique, j'ai beaucoup appris de mes longues conversations avec les récipiendaires, à qui je tentais souvent en vain d'extirper passions secrètes, blessures d'enfance ou erreurs de jeunesse. Du PDG de Total à l'énarque de Bercy en passant par l'édile socialiste et la banquière militante, j'ai pu relever

73

quelques traits communs. Pas tellement en termes de personnalités ou de milieux sociaux, car l'école républicaine a continué jusqu'à récemment à assurer une vraie diversité d'origines et de parcours. C'est le bon côté de l'élite et de l'élitisme : une fois que vous êtes polytechnicien ou inspecteur général des finances, plus personne ne vous demande ce que faisaient vos parents. En revanche, je n'ai pu que constater une extraordinaire homogénéité intellectuelle et politique. Il y a des expressions sacrées qu'aucun discours ne saurait éviter : « servir l'État » (plutôt que la nation ou, pire encore, les citoyens) ; « épouser l'intérêt général » (le plus grand polygame de France) ; « brider les excès » (de la finance, des marchés, de table...) ; « créer des emplois » (la motivation première de tout entrepreneur, bien sûr) ; « aimer la France et surtout la région de X » (on trouve toujours une lointaine province d'alibi). La vanité personnelle, objet exclusif de ces cérémonies, est beaucoup trop vulgaire pour être montrée en public : elle doit céder la place à un admirable dévouement au bien commun. Logique : l'État nationalise l'élite en la décorant, toujours « au nom du président de la République » ; en retour, l'élite lui témoigne sa reconnaissance patriote et sacrificielle. Dans quel drôle de pays porte-t-on si fièrement à la boutonnière le sceau du dirigisme ?

Au-delà de ce trafic de breloques somme toute anecdotique, il existe un acte de foi partagé par la quasi-totalité de l'élite française, qu'elle soit de droite ou de gauche, qu'elle vienne du public, du privé ou du monde associatif, qu'elle aille à la messe ou qu'elle brandisse le flambeau de l'anticléricalisme, qu'elle soit à la tête de conseils régionaux ou de multinationales : l'État doit jouer un rôle pivot dans l'organisation de l'économie et de la société, confiée à des experts de l'intérêt général. On peut en discuter les contours ou les modalités, mais pas la philosophie première. Ceux qui oseraient la remettre en cause se retrouveraient rapidement mis au ban.

Comprendre l'élaboration et la prévalence de la pensée étatiste en France est d'une importance capitale pour quiconque cherche à entreprendre une action politique, tant il est vrai, comme l'écrivait Friedrich Hayek, que le « climat de l'opinion » distillé par les intellectuels gouverne le fonctionnement d'un pays¹. Le pouvoir des idées est colossal. Celui des mauvaises idées plus encore.

1. Cf. Friedrich Hayek, « The Intellectuals and Socialism », *The University of Chicago Law Review*, vol. 16, n° 3, 1949, p. 417-433. (Sauf mention contraire, c'est l'auteur qui traduit ou souligne.)

QUAND L'ÉLITE ÉTAIT LIBÉRALE

Ce rapport à l'État ne relève d'aucune fatalité culturelle. L'idée d'un étatsisme remontant à Colbert est une fiction utile, popularisée par Tocqueville², dont il serait d'ailleurs intéressant de faire la propre histoire. Mais déjà à l'époque de Colbert étaient apparus les anticoltbertistes avec Pierre Le Pesant de Boisguilbert, considéré aujourd'hui comme l'un des pères de l'économie politique et du mouvement physiocrate. Les siècles suivants ont vu la France devenir le parangon du mode de gouvernement libéral, du club des Feuillants à François Guizot³. Rappelons la formule exacte, hélas si souvent caricaturée, du président du Conseil de Louis-Philippe: « Il y a eu un temps, s'exclame Guizot le 1^{er} mars 1843 à la Chambre, où la conquête des droits sociaux et politiques a été la grande affaire de la nation. [...] À présent, usez de ces droits; fondez votre gouvernement, affermissez vos institutions, éclairez-vous, *enrichissez-vous*, améliorez la condition matérielle et morale de la France; voilà les vraies innovations; voilà ce qui donnera satisfaction à cette ardeur du mouvement, à ce besoin de progrès qui caractérise cette nation. » Guizot veut rendre leur destin aux individus. C'est à *vous*, forces vives du pays, avides de progrès, de décider de votre existence. Quant à la formule honnie, « enrichissez-vous », elle ne s'applique pas seulement à la richesse matérielle, mais aussi et surtout à la « condition morale »: là encore, le rôle de l'homme politique n'est pas d'imposer un système de valeurs, mais de permettre à chacun de mûrir ses propres convictions. Le gouvernant est un jardinier patient, pas un bâtisseur ni un conquérant. Il facilite plus qu'il ne contraint; il suggère plus qu'il n'impose. Dans un acte d'auto-effacement remarquable, le politique abandonne la prétention à la grandeur. Il renonce à être un héros pour laisser les citoyens le devenir, par eux-mêmes et pour eux-mêmes.

75

De fait, le libéralisme fit l'objet, au sein de la classe dirigeante, d'un quasi-consensus jusque dans les années 1930. Il fut largement véhiculé

2. La continuité établie par Tocqueville entre l'Ancien Régime et la Révolution en termes de structure administrative a été largement remise en cause. François Furet, un historien de la Révolution pourtant peu suspect d'antilibéralisme, a recensé ses approximations pour conclure sobrement: « Tocqueville est amené à surestimer, dans l'ensemble, la centralisation administrative » (*Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978).

3. Cette démonstration n'est pas l'enjeu du présent texte. On renverra le lecteur aux analyses du « jacobinisme libéral » par Pierre Rosanvallon (*Le Modèle politique français*, Paris, Seuil, 2004; *Le Moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985) et de « l'autolimitation de la gouvernamentalité » par Michel Foucault (*Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France, 1978-1979*, Paris, Gallimard-Seuil, 2004).

par l'École libre des sciences politiques (ancêtre de Sciences Po), où enseignèrent des libéraux tels que Paul Leroy-Beaulieu, Léon Say ou Jacques Rueff. Napoléon III s'orienta peu à peu, dans la seconde partie de son règne, vers une forme d'« empire libéral », pour reprendre l'expression d'Émile Ollivier⁴. Jean Jaurès vantait dans « Socialisme et liberté » (1898) les « conquêtes libérales » – en opposition donc à l'analyse marxiste. Le Parti radical, qui domina largement la III^e République, s'en tenait à une vision assez pragmatique de l'État minimal : un philosophe radical comme Alain écrit de longues et brillantes pages pour dénoncer les effets pervers des subventions et condamner la tentation de l'État d'excéder ses fonctions en se faisant banquier ou patron : « Si la police et la justice maintiennent ici un ordre passable, affirme-t-il par exemple, surtout si ceux qu'ils emploient exercent leur puissance de jugement et de résistance, voilà un État⁵. » Et même Léon Blum inscrit explicitement son action dans la tradition libérale. Il écrit ainsi dans *Le Populaire* du 1^{er} janvier 1937 : « N'est-il pas constant que nous avons poussé le libéralisme économique aussi loin que ne l'avait fait aucun autre gouvernement dans le passé, plus loin peut-être que ne l'aurait fait aucun autre gouvernement dans les conditions présentes ? »

On ne saurait trop insister sur le fait que le « climat de l'opinion » a des répercussions directes sur l'organisation économique et sociale. Les économistes Augustin Landier et David Thesmar, dans un livre désormais classique, *Le Grand Méchant Marché*⁶, montrent que « la France du début du xx^e siècle ressemble à s'y méprendre aux États-Unis d'aujourd'hui. C'est une société de propriétaires, fonciers et financiers, attachée à la protection des droits de propriété et à la doctrine de l'État minimal ». Le marché financier est l'un des plus développés au monde et dame le pion au marché américain, permettant l'essor de grandes entreprises. Fort logiquement, ce dynamisme du marché alimente l'initiative privée. Nombre de nos « fleurons nationaux », loin de sortir du cerveau de technocrates, furent fondés *ex nihilo* par des petits entrepreneurs géniaux entre la monarchie de Juillet et le déclenchement de la Première Guerre mondiale. C'est le cas par exemple d'Auguste Pavin de Lafarge, petit aristocrate ardéchois qui décida, en 1833, de relancer

4. Cf. Theodore Zeldin, *Émile Ollivier and the Liberal Empire of Napoleon III*, Oxford, Clarendon Press, 1963.

5. Alain, *Propos d'économique*, Paris, Gallimard, 1934. Cette succession de petits textes, sur la propriété, l'actionnariat ou l'administration, montre bien ce qu'un philosophe peut apporter à l'analyse économique.

6. Paris, Flammarion, 2007.

l'exploitation des carrières de chaux de la montagne Saint-Victor... Ou d'Édouard Michelin, artiste peintre parisien qui, en 1891, eut la bonne idée d'imaginer un pneumatique démontable pour les vélos... Ou d'Adolphe Schneider, modeste employé de banque du Creusot qui créa avec son frère, en 1836, une première aciérie... Ou des treize ouvriers lunetiers parisiens qui, en 1849, s'associèrent dans la coopérative Essel, qui devait devenir Essilor... On trouve des histoires similaires à l'origine de L'Oréal, la Société Générale, Vinci (anciennement Société générale d'entreprises), Gaz de France, Renault, Alcatel, Legrand, Solvay et quelques autres. Un bon tiers des entreprises de l'actuel CAC 40 sont le pur produit du marché libre de la fin de la Belle Époque, quand la France était la Silicon Valley de l'Europe. Autrement dit, le libéralisme de principe de l'élite française permit la naissance d'une élite libérale, fruit du talent et de la prise de risque.

77

« UN VRAI CYBERNÉTIQUE TOUT SEUL »

Que s'est-il donc passé par la suite ? Pourquoi et comment l'élite française a-t-elle soudainement tourné le dos aux principes qui l'ont nourrie ? À quel moment, à la suite de quel cataclysme, l'étatisme est-il devenu la doctrine quasi universelle de la classe dirigeante ?

C'est là qu'il nous faut risquer, sans prétendre faire œuvre d'historien, une thèse compliquée et délicate.

L'étatisme français a pris une forme particulière, conçue comme une troisième voie entre le capitalisme et le socialisme : le planisme. Et le planisme s'est imposé politiquement, économiquement, socialement, sous les auspices du régime de Vichy, pour ne jamais s'effacer par la suite.

En effet, la « révolution nationale » tristement lancée par Pétain n'est pas le résultat d'un concours de circonstances historiques, ni une improvisation idéologique de dernière minute. Elle fut préparée tout au long des années 1930, sur fond d'antiparlementarisme et d'antilibéralisme. L'origine de l'idée de « plan » comme alternative au capitalisme et au socialisme peut être retrouvée chez le philosophe belge Henri De Man, très influent dans l'entre-deux-guerres. Il l'expose dans un livre de 1933 intitulé *L'Idée socialiste*. Marxiste de formation, De Man conteste l'analyse de la lutte des classes et substitue logiquement à l'économie *administrée* une économie *planifiée*. Cette pensée pénétra la jeune élite, en particulier à travers « X-Crise », un club fondé en 1931, réunissant des polytechniciens conduits par John Nicolétis et Gérard Bardet. X-Crise devint le Centre polytechnicien d'études économiques, qui concentra son travail

sur l'économétrie, la statistique, la comptabilité nationale, bref tout ce qui pouvait donner à l'expert les moyens de dominer et de contrôler la dynamique du réel. Avec une inspiration saint-simonienne évidente, X-Crise étendit cette méthode de rationalisation à l'organisation de la société entière. Quelques-uns de ses membres travaillèrent avec Charles Spinasse, ministre de l'Économie du Front Populaire et planiste assumé. Mais c'est Vichy qui leur permit d'émerger véritablement. Les rangs d'X-Crise furent « fréquentés, nous rappelle l'historien Marc-Olivier Baruch, par des hommes appelés à jouer un rôle, plus ou moins actif et plus ou moins durable, dans le régime né de la défaite, dans lequel ils virent l'avènement du gouvernement technicien qu'ils appelaient de leurs vœux⁷ », effaçant l'individu au profit du groupe, et la représentation politique au profit des techniciens. Les planistes trouveront une occasion unique de mettre en pratique leurs théories dans le gouvernement de François Darlan (février 1941-avril 1942). François Lehideux puis Jean Bichelonne transformeront le ministère de la Production industrielle en machine à fabriquer des plans quinquennaux – et même décennaux, comme le plan d'équipement national mis en place en 1942. Des technocrates tels que Pierre Pucheu, Jacques Barnaud, Jean Berthelot ou Robert Gibrat ne juraient que par la rationalisation et l'économie administrée: ce que l'historien américain Robert Paxton, dans son livre très commenté sur Vichy, appelle « la marche de l'étatisme »⁸. En quelques années, une jeune et brillante élite formée au planisme réinventa l'État français.

Cette conception est particulièrement visible dans les deux textes fondateurs de la révolution nationale signés par Pétain. Le premier, paru dans la *Revue des deux mondes* le 15 septembre 1940 sous le titre « La politique sociale de l'avenir », met en cause la « faiblesse de l'État » pour expliquer le désastre militaire. Pétain réfute explicitement l'interprétation qui sera plus tard celle de Marc Bloch, à savoir la faiblesse et la corruption du personnel dirigeant, incapable de s'entendre, et de réagir aux informations dont ils disposaient⁹. Au lieu de cela, le Maréchal porte la faute sur le libéralisme, « produit étranger, importé, que la France rendue à elle-même rejette tout naturellement ». Après donc avoir rejeté la tradition intellectuelle libérale, il ne restait plus à Pétain, dans son discours du 12 octobre 1940 sur l'ordre nouveau, qu'à poser les nouvelles bases de l'État. « Deux

7. Marc-Olivier Baruch, *Servir l'État français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997

8. Cf. Robert O. Paxton, *Vichy France*, New York (N. Y.), Norton, 1975, notamment chap. 2.

9. Marc Bloch, *L'Étrange Défaite*, Paris, Franc-Tireur, 1946.

principes essentiels nous guideront, annonce-t-il : l'économie doit être organisée et contrôlée. » Organisée par des experts ; contrôlée par des fonctionnaires. C'est bien une « économie nouvelle », une « révolution profonde dans tout notre vieil appareil économique », fondée sur une hiérarchie forte et une répartition des tâches prédéfinie, au rebours de « l'idée fausse de l'égalité naturelle des hommes ». L'autoritarisme politique s'accompagne de dirigisme économique. Pétain a conscience de revenir ainsi sur un siècle et demi de libertés individuelles : « Certains craindront peut-être que la hiérarchie nouvelle détruise une liberté à laquelle ils tiennent et que leurs pères ont conquise au prix de leur sang [...]. Nous ne perdrons, en réalité, que certaines apparences trompeuses de la liberté. » Il s'engage donc à respecter dans les formes l'initiative individuelle, mais à condition qu'elle soit mise au service du plan décidé d'en haut. Pétain assume l'idée d'une « coordination par l'État des activités privées ». Le retournement est total : ce n'est plus l'État qui est le garant des libertés fondamentales, mais les libertés fondamentales qui devront servir l'État, en fonction des objectifs qu'il aura établis pour la société. C'est le projet du collectivisme, avec l'efficacité du capitalisme. Plutôt que de prendre directement en main la gestion de l'ensemble du corps social, l'État en délègue la majeure partie au privé, réorganisé sous la forme stable et rassurante de corporations, elles-mêmes placées « sous le contrôle de l'État ». Le cercle se referme : le citoyen devient un opérateur de service public. Quel qu'en soit le moteur, la finalité de l'action individuelle est assignée par le pouvoir central.

79

Paxton constate ainsi que le dirigisme à la française, loin d'être un trait de caractère colbertiste, est né sous Vichy. Il consacre de longues pages aux experts, et à leur obsession d'établir un État autoritaire et planificateur, radicalement différent de ce qu'avait connu la France jusqu'alors. Cette analyse est corroborée, à un niveau plus institutionnel, par Marc-Olivier Baruch dans sa monographie sur l'administration en France de 1940 à 1944. Au cours d'un chapitre explicitement intitulé « L'étatisation en marche », Baruch décrit la toute-puissance de l'administration soudain libérée de la contrainte parlementaire, et soutenue au sommet de l'État par des ministres issus de ses rangs. Ainsi s'explique la multiplication sans précédent des lois et des normes : « Les pouvoirs des bureaucraties, que ne venait tempérer aucun véritable contrôle, se renforcèrent¹⁰. » Conséquence inévitable, le nombre de fonctionnaires augmenta comme jamais auparavant – de 26 % en cinq ans. Yves

10. Marc-Olivier Baruch, *Servir l'État français*, op. cit.

Bouthillier, ancien secrétaire général du ministère des Finances devenu ministre de l'Économie de Pétain, pouvait estimer ouvertement que le régime de Vichy signait la victoire de l'administration sur le politique¹¹.

Le meilleur exemple de dirigiste épanoui fut sans doute Jean Bichelonne, précurseur de ce qui allait devenir l'élite française. Major de l'École polytechnique, ingénieur du corps des Mines, brillant haut fonctionnaire dans les années 1930 (notamment en charge de la nationalisation des chemins de fer) et enfin ministre de la Production industrielle en 1942, il fut l'apôtre de l'économie dirigée. Bichelonne imaginait que la gestion d'urgence dans une période de pénurie permettait de dessiner les bases d'une nouvelle approche de la production¹²: le dirigisme n'était donc pas conçu comme un pis-aller provisoire, mais comme un projet de civilisation – une révolution. Le ministre français sympathisa avec
80 Albert Speer, son homologue allemand, avec qui il faisait des rêves de rationalisation industrielle au niveau européen. Bichelonne, c'est le fort en maths devenu géomètre du réel. À la fin de la guerre, il fut emmené à Sigmaringen par les Allemands avec le reste des ministres et collaborateurs français, et mourut dans des circonstances incertaines. Pour comprendre le profil du personnage, il suffit de lire ce qu'en dit Céline dans son récit de Sigmaringen: « De nous autres, tous là, Bichelonne avait la plus grosse tête, pas seulement qu'il était champion de Polytechnique et des Mines... Histoire! Géotechnie!... pardon!... un vrai cybernétique tout seul! il a fallu qu'il nous explique le quoi du pour¹³! » Un vrai cybernétique tout seul: voilà une définition qui s'appliquerait à bon nombre de nos dirigeants d'après-guerre.

L'esprit planificateur, insufflé à tous les niveaux du gouvernement et de l'administration, survécut à Vichy. Paxton constate que « le régime de Vichy avait laissé des traces indélébiles sur la vie de la France », en particulier à travers le choix, assumé par les mouvements de résistance, du dirigisme sur l'économie libre. Les grands corps de l'administration maintinrent leur influence, et « transformèrent leur expérience de la planification vichyste dans les projets dirigistes d'après-guerre »¹⁴. Le personnel de la haute fonction publique fut peu renouvelé. Surtout, la plupart des mesures économiques et sociales furent conservées, et simplement maquillées sous des noms nouveaux: l'historienne Cécile Desprairies en

11. Robert O. Paxton, *Vichy France*, *op. cit.*

12. Cf. la préface de Jean Bichelonne à Robert Catherine, *L'Économie de répartition des produits industriels*, Paris, PUF, 1943.

13. Louis-Ferdinand Céline, *D'un château l'autre*, Paris, Gallimard, 1957.

14. Robert O. Paxton, *Vichy France*, *op. cit.*

a dressé une liste éloquente, du statut de la fonction publique à la carte d'identité en passant par les ordres professionnels ou l'École nationale d'administration¹⁵. La tentation planiste était devenue trop irrésistible. Pierre Rosanvallon l'assimile à une « rupture culturelle » dans le rapport de l'individu à l'État en France: « L'épreuve de la guerre a transformé le regard que la société française porte sur l'État [...]. On célèbre en 1945 l'État comme on célébrait en 1789 la souveraineté de la nation¹⁶. »

Le planisme a ensuite conquis les cœurs et les esprits, depuis de Gaulle invoquant « l'ardente obligation » du plan jusqu'à Pierre Mendès France célébrant « l'ensemble cohérent » du plan. De manière naturelle, l'élite s'est spécialisée dans la conception et l'exécution du planisme. Il suffit de lire les souvenirs de Simon Nora, l'un des tout premiers élèves de l'École nationale d'administration: « Nous étions le petit nombre qui savions mieux que les autres ce qui était bon pour le pays. Nous étions les plus beaux, les plus intelligents, les plus honnêtes et les détenteurs de la légitimité. Il faut reconnaître que, pendant trente ou quarante ans, le sentiment que j'exprime là, de façon un peu ironique, a nourri la couche technocratique¹⁷. » L'élément le plus frappant de cette confession, c'est moins l'orgueil, après tout banal chez un jeune membre de l'élite, que l'idée, extraordinaire pour un technocrate, de légitimité. Dans une société planifiée, l'expert fait la norme. Les historiens de cette période constatent ainsi la prise de pouvoir progressive d'« une classe technocratique émergente, celle des ingénieurs des grands corps d'État, qui vont s'arroger un pouvoir croissant au travers même d'une histoire tragique, du Front populaire à la Libération en passant par Vichy¹⁸ ».

81

LE COLBERTISME 2.0

On pourrait croire qu'aujourd'hui, à l'heure de la fameuse disruption numérique, le planisme est passé de mode. Il n'en est rien. C'est d'ailleurs un sujet d'étude paradoxal et passionnant: comment les start-up recyclent aujourd'hui l'élite traditionnelle des grandes écoles, et comment en retour les pouvoirs publics s'efforcent par tous les moyens de réintroduire le plan dans l'écosystème qui y semble le moins propice. Qu'est-ce que la « French Tech », avec ses labels et ses remises de prix, sinon une

15. Cécile Desprairies, *L'Héritage de Vichy*, Paris, Armand Colin, 2012.

16. Pierre Rosanvallon, *L'État en France, de 1789 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.

17. Simon Nora, « Servir l'État. Entretien avec Marcel Gauchet », *Le Débat*, n° 40, 1986, p. 85-112.

18. Jean-Pierre Gaudard, *Le Mal industriel français*, Paris, François Bourin Éditeur, 2005.

manière de reprendre la main sur des acteurs trop indépendants ? Quand on entre dans l'hôtel des ministres de Bercy, on trouve exposés les objets connectés : l'État les a-t-il imaginés ou produits ? Non, mais il les intègre à sa sphère de contrôle naturelle. Et quand deux ingénieurs des Mines étudient « l'ubérisation de l'État », que concluent-ils ? Que, loin d'être obsolète, l'État doit devenir une « méta-plateforme », incorporant et régulant les diverses plateformes de service émanant du secteur concurrentiel¹⁹. Quand l'ubérisation menace de déborder le plan, ne suffit-il pas d'élargir ce dernier ?

82 Le coup de génie du plan 2.0 a été la création, en 2013, de la Banque publique d'investissement, sous l'impulsion du ministre de l'Économie, Arnaud Montebourg. Ce monstre de 21 milliards d'euros de fonds propres et de deux mille deux cents salariés, fruit d'une concaténation de structures éparses (Fonds stratégique d'investissement, Ubifrance, etc.), est rapidement monté en puissance pour devenir un acteur incontournable du capitalisme *New Age*. L'État a lancé, consciemment ou non, une troisième vague de nationalisations : plutôt que de prendre de larges parts dans des sociétés cotées, il s'immisce au capital d'une myriade de petites entreprises, et des fonds qui les financent. Ainsi, rien ne lui échappe.

La doctrine qui sous-tend le projet de la Banque publique d'investissement est parfaitement explicite : Arnaud Montebourg, dans *La Bataille du Made in France*²⁰, revient sur la conception qui a présidé à sa naissance. Tous les éléments du planisme sont réunis. L'État est « un commandant et un stratège au long cours » qui se donne pour mission d'« organiser la Cité productive » (*sic*). Fort de son omniscience administrative, il doit « affecter d'autorité une part des ressources nationales à de grands programmes industriels ». Et Montebourg d'égrener les « trente-quatre plans » qui relanceront la France, conçus par les experts dont nous sommes désormais familiers. Que ces plans soient plus ou moins ingénieux (on y trouve les industries du bois aux côtés du *cloud computing*), qu'ils puissent même être efficaces, ne remet pas en cause leur vice fondamental, à savoir qu'ils entretiennent la soumission des acteurs économiques au pouvoir central et finissent perversement, en étouffant la créativité individuelle, par se faire les béquilles d'un corps social qu'ils ont eux-mêmes brisé.

19. Clément Bertholet et Laura Letourneau, « Ubérisons l'État... avant que d'autres ne s'en occupent », mémoire de fin de formation, Corps des Mines, 2016.

20. Paris, Flammarion, 2013.

Car l'intention de l'État ne s'arrête pas à des questions économiques. Ainsi que l'écrit fièrement Montebourg, « lentement, sûrement, l'État redevient le grand frère associé des entrepreneurs ». Phrase magnifique. Grand frère, *Big Brother* : l'entrepreneur n'est plus tout seul, il a trouvé son guide, son protecteur. Lentement, sûrement, l'État étend son filet sur l'économie réelle, adoubant les uns, rejetant les autres. Lentement, sûrement, la diversité des risques que pourraient prendre des investisseurs laissés à eux-mêmes, la multiplicité des opinions qu'ils représenteraient, sont étouffées sous un mode de décision centralisé. Lentement, sûrement, le jeu des allégeances politiques oblige les entrepreneurs à devenir des courtisans. Ce « colbertisme 2.0 », comme Montebourg le nomme lui-même, est une version à peine modernisée de l'économie dirigée, où la logique du *private equity* remplace celle des participations stratégiques, où les entrepreneurs en jeans-baskets de la « French Tech » prennent le pas sur les costumes sombres des entreprises d'État. Tout changer pour que rien ne change : fondamentalement, l'État conserve intacte sa volonté de planification, et se donne habilement les moyens de l'adapter aux mutations économiques.

83

✱

En créant l'ordre de la Légion d'honneur en 1802, Napoléon était conscient du risque de recréer une nouvelle aristocratie, avec ses codes et ses médailles. « Vous les appelez les hochets, déclara-t-il selon la légende au général Berthier, eh bien ! c'est avec des hochets que l'on mène les hommes. » Il est peut-être temps, après deux siècles de démocratie, de retirer les hochets, en admettant que les hommes savent se gouverner eux-mêmes.

R É S U M É

Les convictions intellectuelles et politiques partagées par l'élite sont déterminantes dans la structuration économique et sociale d'un pays. Force est de constater que l'élite française, longtemps attachée au libéralisme hérité de la Révolution, a développé depuis l'après-guerre une foi dans l'État qui explique le caractère planiste de la politique publique jusqu'à aujourd'hui. Il est temps de rompre avec cette pensée trop homogène et trop dirigiste.